

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

PRÉSIDENTIELLE 2018

La victoire de Paul Biya vue de Paris, Washington et Londres



- Revue des déclarations de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne après le verdict du Conseil constitutionnel ;
- Pression maintenue sur le vainqueur pour la résolution de la crise anglophone, la réforme des institutions et l'expression de l'Etat de droit. **Page 7**

Page | Mgr Samuel Kleda
 10 | **Le vote de l'Extrême-Nord me pose problème**

Page | Récompense ?
 8 | **Une résidence de fonction pour Clément Atangana**

édition SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDÉ
 INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISES, SME AND PARTNERSHIPS OF YAOUNDE

16 - 24 Février 2019, Palais des Congrès de Yaoundé

www.salonpromote.org (+237) 222 214 415 / 677 707 679 / 669 999 313

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 UNDER THE DISTINGUISHED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

Programme des obsèques de
Fabien EBOUSSI BOULAGA
 1934 – 2018

Du Lundi 22 au Mercredi 24 Octobre 2018

Recueillement tous les soirs à son domicile familial sis au dernier poteau Mimboman (Yaoundé)

Lundi 22 Octobre 2018

15-18h : Conférence hommage à la librairie peuple noir (montée SNI)

Mardi 23 Octobre 2018

15-18h : Conférence hommage à la fondation MUNA

Jeudi 25 Octobre 2018

15h00 : Levée du corps à l'Hôpital Général de Yaoundé
 suivie du transfert à Don Bosco Mimboman

- Installation du corps

20H00 : Messe suivi de la Veillée

Animation jusqu'à l'aube

Vendredi 26 Octobre 2018

07H00 : Départ de la dépouille pour le village Yoro par Bokito

11H00 : Arrivée et installation.

20H00 : Messe suivie des animations

Samedi 27 Octobre 2018

08H00 : Mise en place

10H00 : Cérémonies traditionnelles

10H45 : Témoignages

12H00 : Messe

13H00 : Inhumation dans la stricte intimité



**LIBRAIRIE
 PEUPLES NOIRS**

RC/YAO/2016/8/489
 Immeuble Don Bosco, Montée SNI
 B.P. : 12405, Yaoundé, Cameroun



revue africaine de sciences sociales et de philosophie
 African Journal of Social Sciences and Philosophy

Fondateur : Fabien Eboussi Boulaga

www.revue-terroirs.com - redaction@revue-terroirs.com

INFORMATION

La revue Terroirs, la Librairie des Peuples Noirs et la famille Eboussi annoncent que les obsèques du philosophe Fabien Eboussi Boulaga auront lieu le 27 octobre 2018 à Yoro, non loin de Bokito, à 27 km de Bafia.

En attendant les détails de la cérémonie, nous vous informons que vous pouvez vous manifester dès à présent de la manière qu'il vous sied à la Librairie des Peuples Noirs (sise montée SNI, Maison Don Bosco) où un livre de souvenirs est ouvert.

Pour Terroirs et pour la Librairie des Peuples Noirs,
 Parfait D. Akana & Ambroise Kom

Contacts et informations :

Françoise Mbende : Tel. +237 677 498 195

Shanda Eboussi : Tel. + 237 653 530 796

Adyas Eboussi : Tel. +237 666 552 021

Ambroise Kom : Tel. +237 677 925 558

Tel : +237 677 498 404 / 653 530 796 / 666 552 021 / 677 925 558 - Courriel : MDS1612018@RD
 M'Angèle Nkomo - 99901023410001 - 62 Avenue Fiala
 C/CAB 2018/004/2018/004/2018/004/2018/004 - www.librairie-peuples-noirs.com

Reste informé(e) en temps réel
 avec l'application mobile Mutations



Téléchargement Gratuit



Sortir de la crise identitaire

 Par Richard Makon*

L'élection présidentielle du 07 octobre 2018, côté coulisses comme côté scène, aura été marquée, entre autres, par une résurgence du discours ethnique et un regain du tribalisme sans précédents. Responsables politiques parmi les plus insoupçonnés, partisans et sympathisants surchauffés comme citoyens lambda, presque personne, durant cet épisode électoral, n'a semblé en capacité d'échapper à cette hystérie collective qui s'est déportée jusqu'au Conseil Constitutionnel.

Mais en réalité rien de bien surprenant ! Pendant longtemps notre société, à travers des politiques d'exclusion (dans l'administration des affaires publiques et la gestion des entreprises privées) et les stratégies hégémoniques de certains groupes ethniques, a préparé le terrain à cette crise identitaire. Pendant de très longues années, l'ordre gouvernant à travers son ordre juridique (par exemple "l'invention" des concepts d'autochtones et d'allochtones), ses institutions (par exemple la "tribalisation" de certains ministères et institutions clés) et ses politiques publiques (équilibre régional) a posé les jalons de cette fracture identitaire.

Nombreux sont d'ailleurs ces observateurs qui tirent depuis longtemps la sonnette d'alarme sur ces dérives qui fragilisent notre concorde républicaine, notre cohésion sociale et hypothèquent durablement notre vivre-ensemble. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, souvent sous l'instigation ou l'instrumentalisation de l'élite, les attitudes de repli identitaire et les actes d'intolérance et de stigmatisation des "autres" se sont multipliés à un rythme effréné.

La seule permanence même du débat relatif au tribalisme ces vingt (20) dernières années dans l'espace public (presse écrite, radio, télé, medias sociaux) ici comme dans sa diaspora, atteste à

suffisance de cette crise qui a connu, avec la question de l'anglophonie identitaire, son tournant décisif et le plus dramatique.

Le Cameroun est aujourd'hui en proie à une diversité de crises (sécuritaire, économique, sociale, morale, etc.) qui sont autant de défis à son développement et dont celle identitaire constitue, pour le nouveau pouvoir élu, la plus urgente à régler. Ce qui est en cause ce n'est pas la tribu, encore moins l'attachement ou l'amour qu'elle peut et doit d'ailleurs susciter en chacun de nous, chaque tribu constituant un des maillons essentiels de notre identité collective et ses différentes expressions (spirituelles, organisationnelles, traditionnelles, artistiques, entre autres) représentant le mieux sa tribalité. Mais cette "tribalité" doit bien être distinguée du "tribalisme", forme la plus rétrograde et la plus virulente du sentiment ethnique.

Ce qui est en cause ce n'est non plus l'ethnie, mais d'une part l'immaturité politique de certaines élites, le faible degré de patriotisme et de responsabilité de nombreux acteurs politiques, et d'autre part le déséquilibre des pouvoirs, l'imperfection de l'organisation juridique et politico-administrative de notre jeune État.

Le chantier le plus urgent, parce qu'à la fois conjoncturel et structurel, pour le pouvoir rélégitimé, est la construction d'une véritable Nation unie dans sa diversité. Cela passe impérativement par l'articulation, via l'ingénierie politique et institutionnelle, d'une meilleure cohabitation entre sphère ethno-régionale et sphère publique républicaine, en protégeant le droit à la différence comme socle de l'identité, à la fois "ipséité" et "altérité".

* DOCTEUR EN DROIT PUBLIC
SPÉCIALISTE DU DROIT DES INVESTISSEMENTS

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo,

Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy

Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

PROCLAMATION DES RESULTATS DE LA PRÉSIDENTIELLE



Accidents de la circulation

Plus de 32% d'enfants décèdent à Douala

La fondation «Safeway Rightway» veut réduire ces chiffres par une campagne de sensibilisation et de formation des élèves sur le code Rousseau.



Par Blaise Djoukep

L'état des lieux des accidents de la circulation dressé par le délégué départemental des Transports du Wouri au troisième trimestre, laisse transparaître une vulnérabilité des enfants. Puisqu'au cours de la même période sur 1 227 accidents de la route, 37 personnes trouvent la mort. 12 enfants en meurent contre 154 blessés. D'après le délégué des Transports, Etienne Lavenir Ngoulougou, «ces accidents sont du fait des mototaxis. Ce sont généralement des enfants qui sont transportés par mototaxis pour l'école ou sur le chemin de retour des classes. Ils sont dus à la surcharge aux mototaxis, parce qu'il y a des motos qui transportent 4 voire 5 enfants», explique-t-il.

Dans le souci de stopper la saignée, une campagne de sensibilisation a été organisée par la fondation «Safeway, Rightway» à l'endroit des élèves du primaire et de leurs enseignants. D'après la directrice de cette fondation, Cécile Eyiké, la campagne de sensibilisation dont le lancement of-

ficiel s'est déroulé le 19 octobre dernier à Douala, avec la participation de 25 écoles primaires publiques et privées, fait partie d'un vaste programme porté par la fondation en direction des enfants en bas âge. Il s'agit, poursuit-elle, de faire grandir en eux la culture de la sécurité routière, de manière à prévenir les accidents de la route auxquels ils sont exposés. «Le programme va s'étendre sur cinq ans, avec pour objectif de former 5000 écoliers par an dans 25 écoles, les plus exposés aux accidents de la route en raison de leur localisation. Deux enseignants seront formés par classe, pour 200 élèves, pour un total de 5000 écoliers par an», précise Cécile Eyiké.

Les enseignants devront donc instruire les enfants sur le code de la route, les signalisations verticales et horizontales, la lecture des panneaux de signalisation. Sans oublier de répondre à la question «comment traverser la route ?» et d'évoquer le comportement à adopter sur la voie publique.

Bamenda

Tentative d'enlèvement infructueuse



Par Arnaud Kuipo

«Je tiens à rappeler que ce n'est pas vrai». La phrase est du gouverneur de la région du Nord-Ouest sur les antennes de la radio nationale (Cameroon Radio Television) hier 23 octobre. Il s'agit d'une clarification de Adolphe Lele Lafrique relative à l'information ayant circulé sur les réseaux sociaux sur l'enlèvement de six élèves dans un lycée bilingue de Bamenda par des personnes non identifiées. Récupérés, ces enfants ont été, d'après l'autorité administrative, « remis à leurs familles ». « Ils ont repris les cours », rassure Adolphe Lele Lafrique qui souligne à ce sujet l'intervention des forces de l'ordre.

Cette actualité est une occasion pour le gouverneur du Nord-Ouest d'inviter la population à la vigilance. Les parents ont également été encouragés à continuer à envoyer leurs progénitures à l'école.

Mombo

Le groupe Sabc au chevet des malades

L'entreprise agro-industrielle vient de procéder à la rétrocession et à la remise d'un don en équipement médical au centre de santé de cette localité.



Par Renaud Inang

Le groupe Société anonyme des brasseries du Cameroun (Sabc), a relevé le plateau technique du Centre de santé d'arrondissement de Mombo, dans le département du Mounjo, région du Littoral. L'entreprise y a offert un important don en équipement médical, dans le cadre des «Journées citoyennes du groupe Sabc». Le matériel flambant neuf a été officiellement remis aux bénéficiaires au cours d'une cérémonie de circonstance tenue dans la cour de ce centre jeudi, 18 octobre dernier. Le don en question est constitué d'un microscope, six lits d'hospitalisation, deux tables de consultation, trois berceaux, un stérilisateur, une boîte de chirurgie etc.

Pour le donateur, il s'agit d'une concrétisation de la politique de citoyenneté mise en place par la Sabc depuis plusieurs années. «Nous avons voulu faire ce don pour marquer notre reconnaissance à Mombo. Et nous souhaitons que Mombo soit la ville ambassadrice de notre eau Tangui et Vitale. Nous souhaitons également que la population consomme de plus en plus notre eau», encourage le directeur d'usine de la Société des eaux minérales du Cameroun (Semc, qui se trouve à Mombo Ndlr), Simon Nouadjou. Au-delà du matériel, le groupe Sabc a également réhabilité le bâtiment dans lequel est logé ce centre de santé. Selon des témoignages, la bâtisse composée d'une dizaine de pièces, se trouvait dans un état de délabrement avancé. Ce qui laisse croire que le geste du groupe Sabc est arrivé à point nommé. «Ce don permet de s'occuper de l'aspect sanitaire dans notre unité de commandement, puisque ce centre de santé avait un matériel vétuste. Nous allons en faire bon usage pour le bien de notre population», a promis le sous-préfet de Mombo, Aneurin Mbuge.



Le directeur de l'usine Semc remettant un microscope au sous-préfet de Mombo. Améliorer la prise en charge des patients.

«C'est un appui d'une société citoyenne à une population, puisque ce matériel va servir à la population», se réjouit le chef du district de santé de Mbanga, Dr Chinmoun Daouda. A en croire ce dernier, les maladies hydriques sont les plus diagnostiquées dans cette localité. «Curieusement à Mombo, on rencontre les maladies liées à l'eau souillée. On

a par exemple les diarrhées», explique-t-il. Un problème que le groupe Sabc à travers la Semc, entend aussi résoudre. L'entreprise annonce dans les prochains jours, la construction d'un forage d'eau potable dans l'enceinte de ce centre de santé.

Cameroun-Rca-Congo

La circulation coupée à l'Est

La nationale No 10 qui relie ces trois pays de la zone Cemac est tombée en ruines dans diverses localités des départements de la Kadey et la Boumba-et-Ngoko.

 Par Sébastien Chi Elvido

Les voyageurs sur la nationale No 10 qui traversent les départements de la Kadey et la Boumba-et-Ngoko à l'Est et les chauffeurs de gros porteurs qui transportent les marchandises vers le Congo-Brazzaville et les billes de bois en provenance de la République Centrafricaine et le Congo Brazza vivent un calvaire depuis plusieurs semaines. De longs tronçons sur cette transnationale sont tombés totalement en ruines obligeant les usagers à passer parfois des jours à la belle étoile. «*Nombreux sont ceux qui ont passé plus de trois jours sur place. Sur une distance de plus de 75 kilomètres entre Yola et le carrefour Kobi dans l'arrondissement de Ndélélé, département de la Kadey, nous avons rencontré une centaine de voyageurs qui avaient déjà fait plusieurs jours sur place. Il y avait aussi une longue file de cars de transport et de grumiers stationnés des deux côtés. Sur cette distance, boubiers et nids-de-poule ont plus de cinq mètres de profondeur. Les localités de Sobolo, Sangalé et au niveau du poste de contrôle de la gendarmerie à l'entrée de Ndélélé sont les axes les plus affectés*», déclare Jean Sali, employé



Frontière Cameroun - RCA.

dans une Ong humanitaire à Ndélélé qui confie avoir payé des jeunes des villages de ces localités pour l'aider à porter sa moto pour lui permettre de rallier Bertoua, chef-lieu de la région de l'Est.

Selon Abakar Gambo, chauffeur d'un car «Saviem», la situation est identique entre Gari-Gombo et Yokadouma, une distance d'environ 60 kilomètres. «*De Yokadouma à Moloundou, la situation est tout catastrophique* », ajoute-t-il.

Depuis la fin du programme d'entretien triennal des routes en terre battue en 2006, la nationale No 10 est victime des retards des procédures de passation des marchés d'entretien courant des routes entre l'Etat et les entreprises. «*Elle est d'une importance capitale pour la sous-région Afrique Centrale grâce au fort trafic. C'est sur cette route que les billes de bois en provenance de la République Centrafricaine (Rca), du Congo-Brazzaville et des Unités forestières d'aménagement (Ufa) situées dans les départements de la Kadey et de la Boumba-et-Ngoko à l'Est du Cameroun passent pour se rendre au port de Douala où elles sont exportées vers le marché européen et asiatique. La même route permet le ravitaillement de la Rca et le Congo-Brazza avec les marchandises en provenance du port de Douala*», rappelle un chauffeur.

Trafic faunique

Des sanctions infligées aux trafiquants font débat

 Par Nadine Guepi

L'affaire opposant l'Etat du Cameroun à six présumés trafiquants fauniques devrait se poursuivre vendredi 26 octobre 2018 au tribunal de première instance de Bonanjo à Douala. Si les deux premières audiences se sont refermées aussitôt ouvertes du fait de l'absence de trois des prévenus, la partie plaignante espère une avancée de ce procès. Dans la mesure où lors de la dernière audience, le 28 septembre dernier, le président du tribunal a décidé d'un «renvoi ferme» de la cause (devrait se poursuivre même en l'absence de certains prévenus). Libérés sous caution en août dernier, trois des personnes interpellées dont deux originaires et installés en République Centrafricaine ont pris la fuite. Ils sont poursuivis pour détention et commercialisation d'espèces protégées devant la cour. Les présumés trafiquants ont été interpellés à Douala en possession de plus de 700 kg d'écaillés de pangolins. C'était au cours d'une opération menée par les forces de l'ordre, les agents de la faune avec l'appui technique de la LAGA (organisme chargé de l'application de la loi faunique).



Sacs contenant des écaillés de pangolins.

Cette affaire vient remettre au goût du jour les récriminations des défenseurs de la nature qui dénoncent «*les peines non dissuasives infligées aux trafiquants*». En rappel, le tribunal de première instance de Bonabéri a condamné en janvier 2017, deux ressortissants chinois interpellés avec plus de 5 tonnes d'écaillés de pangolins, à une peine de 3 mois de prison. Une décision considérée par certains comme étant une sanction faible. Selon la loi faunique, les personnes responsables de la détention et/ou de la commercialisation des espèces protégées encourent une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans et une amende fixée au maximum à 10 millions Fcfa.

Minjustice

Du sang neuf dans des prisons

 Par Arnaud Kuipo

Le ministre de la Justice (Minjustice) Laurent Esso vient de nommer de nouvelles personnes à la tête de diverses maisons d'arrêt dans plusieurs régions du pays. L'une d'elles est la prison centrale de Yaoundé à Kondengui. Le nouveau régisseur a pour nom Patrick Serge Mbita. L'administrateur des prisons occupait jusqu'à cette date la même fonction à la prison principale de Nkongsamba dans le Mounjo (région du Littoral). Toujours à Yaoundé, la prison secondaire a désormais pour régisseur F. Armand Medjo cumulativement avec sa fonction de régisseur de la prison centrale de la même ville. Toujours dans la région du Centre, quatre autres prisons sont concernées. Il s'agit des prisons centrales de Bafia et Mbalmayo et des prisons principales de Monatele et Nanga-Eboko. Différents types de postes de responsabilité béné-



Prison centrale de Yaoundé, Kondengui.

ficient d'un sang neuf. Dans la région du Littoral, les prisons principales de Nkongsamba et Yabassi ont respectivement des nouveaux régisseur et régisseur adjoint.

Par ailleurs, la délégation régionale de l'Administration pénitentiaire de l'Adamaoua a un nouveau délégué régional. L'Ecole nationale d'administration pénitentiaire de Buea a quant à elle un nouvel instructeur. En outre, plusieurs autres postes de responsabilité au niveau central sont ciblés dans ces textes du garde des Sceaux, Laurent Esso.

Etablissements scolaires

Lieu d'expression des violences du genre

Des brimades dans la cour de récréation envers les plus faibles frustrant de nombreux élèves.



Par Mélanie Ambombo

Annette Olinga Abessolo, mère du jeune Olivier Kylian Essomba a eu un entretien avec le maître de son enfant il y a quelques jours. La génitrice de cet écolier inscrit au Cours préparatoire (Cp) dans une école privée de la ville de Yaoundé a été contrainte de demander à son instituteur de l'installer sur une autre table-banc. Les camarades du petit Kylian le rouaient non seulement de coups mais aussi le privaient de son goûter. Comme cet enfant de sept ans pour qui aller à l'école est devenu un véritable calvaire, Julie Chloé Kengne n'est non plus épargnée. L'élève au Cm2 dans une école privée au quartier Essomba à Yaoundé est tous les matins violentée par une bande d'enfants qu'elle rencontre sur le chemin de l'école. Des incidents qui entrent dans la Violence du genre en milieu scolaire (Vgms).

Selon l'Organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), la violence du genre en milieu scolaire (Vgms) désigne tout acte ou menace de violence sexuelle, physique ou psychologique perpétré au sein et autour de l'école, résultant des normes et stéréotypes de genre et imposée par des rapports de forces inégaux. Sont donc entre autres considérés comme Vgms, les cas de châtiments corporels, insultes, discrimination et violence sexuelle ou psychologique, infligés à l'enfant dans l'école, sur le chemin de l'établissement, à la maison, au sein de la communauté



Dans la cour de récréation. Place aux violences.

et dans le cyberspace. Autant d'abus qui constituent une entrave aux droits fondamentaux de l'enfant entraînant de graves conséquences telles que la baisse du niveau scolaire, l'abandon des études, la consommation de stupéfiants, les grossesses précoces et indésirées, la dépression et parfois le suicide.

Au Cameroun, des études ont prouvé que les Vgms sont bien existantes dans le système éducatif. Selon l'Unesco, cette situation s'explique par le fait que les contenus des curricula du primaire sur lesdites violences restent extrêmement faibles aussi, les programmes de formation des enseignants

du primaire intègrent peu d'éléments liés à ce type de violences. En effet, dans les Ecoles normales d'instituteurs de l'enseignement général (Enieg) comme dans les Ecoles normales supérieures (Ens), les programmes de formations des enseignants ne les préparent pas suffisamment à transmettre aux élèves durant leurs parcours professionnels les connaissances sur les Vgms. C'est fort de cela que l'Unesco en partenariat avec le ministère de l'Education de base (Minedub), grâce au financement du ministère de l'Europe et des affaires étrangères de France a organisé du 17 au 19 octobre dernier à Mbalmayo, un atelier de validation du module de formation des enseignants sur les Vgms. Durant trois jours, ces travaux visaient à doter les enseignants d'outils qui

leur permettent de mieux comprendre les Vgms, de prévoir des mécanismes de prévention et de réponse. Pour éradiquer toutes formes de Vgms, toutes les voies ont été explorées. Au sujet des châtiments corporels par exemple, des mesures alternatives ont été proposées dans le respect de la réglementation. Il s'agit entre autres de retenir l'enfant pendant une partie de la récréation en lui confiant une tâche à faire. Le projet qui arrive à sa fin en décembre prochain a été lancé en octobre 2017 dans trois pays. Au Cameroun, au Sénégal et au Togo.

Raymond Mbede

L'attitude des parents contribue à la brutalité en milieu scolaire

Psychologue, il décrypte les causes de ces dérives et donne des clés pour les combattre.



Par Nadine Guepi

Qu'est-ce qui peut expliquer les brimades entre camarades à l'école?

On part tout d'abord du principe que les sanctions physiques et morales sont interdites aux enseignants. Car elles traumatisent l'enfant. Ensuite, il est également interdit aux enfants de se battre. C'est inscrit dans le règlement intérieur des établissements scolaires et de ce fait, ceux qui l'enfreignent doivent être renvoyés. Chaque rentrée scolaire, les enseignants doivent instituer une causerie avec leurs élèves pour les entretenir à ce sujet.

Après ces préalables, il faut dire qu'à un certain âge, les enfants aiment s'éprouver, dominer. Lorsqu'on est en groupe il y a toujours des instincts de domination qui sont généralement déséquilibrés. Ainsi, les plus costauds intimident, harcèlent voire blessent physiquement leurs camarades plus faibles ou les plus brillants. Ces derniers subissent des intimidations, se voient dépossédés de leur goûter. Certains parmi eux deviennent les homme-à-tout faire des plus forts.

Comment se manifestent ces frustrations?

Généralement l'enfant déserte l'école. Il ne veut plus aller en cours. Il est traumatisé et les performances scolaires en pâtissent. Ces harcèlements cultivent la peur et le dégoût de l'école en lui. Entre 5 et 6 ans, les enfants sont très fragiles. Il faut faire attention sinon ils peuvent être dégoûtés de



l'école pour toujours. Pour les enseignants, c'est facile de détecter de tels cas. Il suffit d'appliquer l'observation intéressée que ça soit dans la cour de récréation ou en salle de classe. L'administration a également sa part de responsabilité, il faut instituer des visites médicales par exemple question de déceler certains troubles parfois à l'origine des violences. Malheureusement, on enregistre un fort taux d'absentéisme lors des réunions des parents d'élèves.

Ya-t-il des facteurs qui poussent certains enfants à la brutalité?

La fuite en avant des parents contribue à cette escalade de la violence en milieu scolaire. Certains d'entre eux encouragent leurs enfants à la violence par leur langage. Tout d'abord en appréciant le comportement turbulent de leurs enfants ou en encourageant les leurs à répliquer avec la même violence sinon plus lorsqu'ils sont attaqués par leurs camarades. Il y a également ceux qui incitent leurs enfants à la violence de part leurs attitudes. Lorsque par exemple, les parents eux-mêmes sont violents l'un envers l'autre ou vis-à-vis de leur progéniture, celle-ci a tendance à punir les autres à l'école. C'est alors là un exutoire, les enfants se défoulent et se vengent de ce qu'ils subissent eux-mêmes. Surtout qu'ils sont de vrais imitateurs.

Comment prévenir ce type d'écarts?

Les parents à la maison doivent tout d'abord sensibiliser les enfants sur l'interdiction de la violence et ensuite inciter ceux-ci à s'ouvrir, à dialoguer avec eux. S'intéresser à ce qu'ils font à la pause, avec qui ils jouent. Ainsi, s'il y a un problème, l'enfant se confie au parent. Il faut aussi un suivi à l'école, regarder les bulletins, se rapprocher des enseignants pour savoir quel est le comportement de l'enfant à l'école question d'interpeller l'institution à la moindre anomalie.



Présidentielle 2018

La réélection de Paul Biya vue de Paris, Londres et Washington

Tout en prenant acte de la victoire de Paul Biya, la France, la Grande Bretagne et les Etats-Unis l'invitent à résoudre la crise anglophone et à renforcer la démocratie et l'Etat de droit.

 Par Jean De Dieu Bidias

La France était restée étonnamment silencieuse depuis la convocation du corps électoral en vue de l'élection présidentielle du 07 octobre dernier au Cameroun, le 09 juillet. Depuis hier mardi, soit un jour seulement après la proclamation des résultats de ce scrutin par le Conseil constitutionnel, lesquels résultats donnent Paul Biya vainqueur avec 71,28% de suffrages exprimés, l'ancienne puissance tutélaire a félicité l'ancien-nouveau président de la République, non sans lui adresser ses vœux « de réussite pour ce nouveau mandat afin de satisfaire les aspirations légitimes du peuple camerounais à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés ». Elle note « avec satisfaction que l'élection présidentielle s'est globalement déroulée dans le calme », et appelle « au maintien de ce climat apaisé et au respect des procédures légales si des contestations des résultats devaient avoir lieu ». En revanche, la France dit regretter cependant que « de nombreux Camerounais n'aient pu exprimer leur choix, notamment dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du pays », et rappelle sa condamnation des violences commises dans ces régions tout renouvelant son appel au « lancement d'un dialogue politique inclusif, seul à même de permettre la résolution d'une crise qui s'est aggravée durant l'année écoulée et a des conséquences pour les populations concernées ».

L'opinion nationale avait ainsi besoin d'être fixée sur la position de l'Hexagone après l'élection présidentielle camerounaise. Fin juin dernier, et alors même que Paul Biya n'avait pas encore annoncé sa candidature, le président Emmanuel Macron avait dépêché à Yaoundé son secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères et de l'Europe, Jean-Baptiste Lemoyne. La visite du diplomate français, en marge de laquelle il aura rencontré les plus hautes autorités camerounaises y compris le chef de l'Etat, était apparue aux yeux de beaucoup comme l'onction de Paris pour la réélection de Paul Biya. Par ailleurs, tout en estimant qu'il y avait de la part du gouvernement camerounais une « volonté avérée de dialogue » en vue de la résolution de la crise sécessionniste dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, Jean-Baptiste Lemoyne avait officialisé l'opposition de son pays au fédéralisme ou à la sécession, en affirmant que « le Cameroun [c'est] l'unité dans la diversité ».

Indépendance

Le Royaume-Uni félicite lui aussi Paul Biya et, sans revenir sur les conditions de sa réélection, se montre plus incisif dans le ton pour ce qui est des troubles dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. « Nous restons profondément préoccupés par la détérioration de la situation dans les régions anglophones, qui continuent de subir des niveaux élevés de violence et de violations des droits de l'homme perpétrés à la fois par les forces de sécurité et les séparatistes armés. Le Royaume-Uni appelle le gouvernement camerounais à prendre des mesures urgentes pour remédier à cette crise », écrit la ministre britannique en charge de l'Afrique. Pour Harriett Baldwin, les uns et les autres doivent éviter



Paul Biya



Emmanuel Macron



Theresa May



Donald Trump

le recours excessif à la force. En outre, pense-t-elle, « il est essentiel que toutes les parties s'engagent dans un processus pacifique et structuré qui débouchera sur des réformes constitutionnelles ». Pour mémoire, la Grande-Bretagne avait clairement rejeté, en septembre 2017, la demande d'indépendance de la partie anglophone du Cameroun à elle adressée par le Southern Cameroon National Council (SCNC). On pourrait penser toutefois qu'elle n'est pas totalement opposée à l'idée du fédéralisme. C'est dans ce sens que visiblement elle appelle le gouvernement camerounais à procéder à des réformes constitutionnelles. Les Etats-Unis d'Amérique ont été les premiers à réagir tout juste après la proclamation des résultats de la présidentielle camerounaise. Sans saluer la réélection de Paul Biya, ils ont plutôt félicité le peuple camerounais en général pour avoir préservé la paix tout au long du processus électoral, et aussi Elecram qu'ils disent avoir amélioré l'organisation du scrutin. Le pays de Donald Trump demande « instamment », pour ce qui est de la crise anglophone, à toutes les parties « de respecter l'Etat de droit, de régler pacifiquement tous les différends par des voies juridiques établies, et d'éviter les discours haineux ». Il appelle par ailleurs les autorités à « préserver les principes démocratiques de séparation des pouvoirs, d'équité, d'indépendance et d'impartialité ». Pour une déclaration qui intervient après la proclamation des résultats, le pays de l'oncle Sam semble

visiblement émettre des réserves quant au respect de ces principes lors de la dernière élection.

Retraite

Le 09 octobre dernier, au lendemain du scrutin présidentiel, les Etats-Unis avaient assuré appuyer « fermement le droit du peuple camerounais de choisir son chef par le biais du processus démocratique ». Cette déclaration s'alignait sur celle de leur ambassadeur, Peter Henry Barlerin, au sortir d'une audience avec le ministre de la Communication Issa Tchiroma Bakary. « Mon pays n'a pas de candidat privilégié. Le souhait des Etats-Unis est que le processus électoral soit libre, juste et crédible ». Seulement, le communiqué de l'ambassade du 09 octobre dernier contenait un gros sous-entendu : « Avant les élections, beaucoup ont affirmé qu'il était depuis longtemps convaincu que lors d'un scrutin à un tour avec plusieurs partis, les coalitions augmentaient les chances de concurrence électorale ».

Avant ces déclarations sur la présidentielle, le pays de l'oncle Sam et le pouvoir de Yaoundé s'étaient brouillés suite à un communiqué rendu public par l'ambassadeur Henry Peter Barlerin, après une audience que venait de lui accorder le chef de l'Etat, Paul Biya, le 17 mai dernier. Ce dernier était allé jusqu'à révéler avoir dit personnellement au président de la République de penser à sa retraite et à son héritage. En 2011, l'ex-président Barack Obama avait royalement ignoré la réélection de Paul Biya.



Conseil constitutionnel

Une résidence officielle pour Clément Atangana dans huit mois

Le Mindcaf lance un appel d'offres pour les travaux de construction de cette demeure et un appel à manifestation d'intérêt pour la maîtrise d'œuvre.



Par Lucien Bodo

Le président du Conseil constitutionnel (Pcc) camerounais ne sera bientôt plus un « sans-abri ». Un avis d'appel d'offres national a en effet été lancé le 12 octobre dernier et publié hier 23 octobre dans le quotidien Cameroon tribune, par le ministre des Domaines, du Cadastre et des affaires foncières (Mindcaf) Jacqueline Koung A Bessike ; lequel porte sur la construction, au quartier Bastos à Yaoundé, de la résidence professionnelle de Clément Atangana. Cet appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises installées au Cameroun et spécialisées dans le domaine des travaux publics. Les travaux complets s'élèvent à plus de 272,6 millions Fcfa. Une somme à prélevée aux exercices 2018 et 2019 du budget du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire.

Pour les prestataires intéressés, le dossier d'appel d'offres peut être obtenu dans les services du Mindcaf contre présentation de l'original de la quittance de versement d'une somme non-remboursable de 100 000 Fcfa, payable au Trésor public. Ces derniers ont par ailleurs jusqu'au 28 novembre à 14h pour soumissionner. Le même jour à partir de 15h, la commission interne de passation des marchés auprès du Mindcaf va examiner les pièces ad-



ministratives, ainsi que les offres techniques et financières. A côté de l'appel d'offres, Jacqueline Koung à Bessike a également lancé un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'une maîtrise d'œuvre chargée des études, du contrôle technique et du suivi des travaux de construction de la résidence du président du Conseil constitution-

nel. Le cabinet retenu disposera de 10 mois pour accomplir sa mission.

Récompense

Les membres du Conseil constitutionnel ont été nommés le 07 février dernier. Jusqu'ici, Clément Atangana, qui en est le président, n'a pas de résidence de fonction. Le Pcc connaît la même expérience cocasse que celle vécue par le président du Sénat pendant une longue période. Entre avril 2013 - date de son élection comme président de la chambre haute du Parlement - et décembre 2017, Marcel Niat Njifenji ne disposait toujours pas de domicile officiel. Il avait finalement aménagé dans ce dernier au quartier Lac à Yaoundé, non loin de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature. Les travaux de réhabilitation de cette demeure ont coûté près de 2 milliards Fcfa.

Clément Atangana, sous les feux des projecteurs durant le récent contentieux électoral du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier, bénéficiera donc lui aussi de ce privilège. Mais il lui faudra attendre encore un peu, car les travaux de sa résidence de fonction sont censés durer au moins huit mois. Sur les réseaux sociaux, d'aucuns estiment que cet avis d'appel est une « récompense » du pouvoir à Clément Atangana pour « service rendu » à l'occasion de la présidentielle 2018.

Prophétie

Quand Paul Biya déjoue un « sort fatal »

En remplissant pour un 7e mandat consécutif à la magistrature suprême, le chef de l'Etat fait tourner en imposture la funeste divination à lui réservée par Guy Parfait Songue.



Par Cyril Marcel Essissima (Stagiaire)

« Il n'a absolument aucune chance d'arriver vivant à l'élection présidentielle. Je suis radical dessus. Je parle depuis ma position d'autorité et de puissance. » Par cette déclaration au cours d'un entretien radiodiffusé en janvier dernier, Guy Parfait Songue (GPS) se rendait davantage célèbre. Coutumier du fait, surtout depuis qu'il s'est autoproclamé « Général de l'éternel », cet intellectuel controversé est allé jusqu'à jurer sur son honneur. « J'ai mis ma propre crédibilité en jeu », ainsi s'adressait-il alors au journaliste. Aussitôt, l'extrait de cette tragique prophétie n'a de cesse fait le tour des réseaux sociaux et suscité des commentaires à la fois ironiques, impertinents et impatients. Sauf que le scrutin a eu lieu le 07 octobre dernier. Paul Biya a même voté en mondovision en compagnie de son épouse à l'École publique de Bastos à Yaoundé, et rien n'y a fait. Visiblement en pleine forme, selon le commentaire d'un internaute sur Facebook au lendemain du vote, le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) a inéluctablement déjoué le sort fatal à lui réservé. Un vrai faux acte de lèse-divinité, car il a fait mentir à « l'éternel des armées ». Plusieurs jours après l'élection, le Général de dieu est resté invisible et surtout circonspect. Depuis lors, sa page Facebook ne tarit plus d'injures et autres railleries venant de ses abonnés. « Prophète du dimanche », écrit un utilisateur incrédule. Toutefois, d'aucuns ont bien voulu lui accorder le bénéfice du



Paul Biya



Guy Parfait Songue

doute jusqu'à la veille de la proclamation des résultats officiels par le Conseil Constitutionnel. Mais une fois de plus, aucun orage sous le ciel du Cameroun qui est d'ailleurs resté bleu. Et sans aucune clémence pour GPS, la sentence de Clément Atangana est tombée lundi 22 octobre dernier. « Est déclaré vainqueur comme ayant reçu la majorité des suffrages : le candidat Biya Paul », ainsi parlait le président de l'auguste institution. Rebelote, le courroux des internautes a repris son « cours de téléchargement ». Même pour

des post sans lien avec la politique, l'« apôtre hors classe » est systématiquement lynché. « Voilà Biya vivant et réélu. Pourtant on comptait sur toi. 7 ans de souffrance. Tu peux encore agir. S'il te plaît fais quelque chose », commente ironiquement une abonnée. Un autre d'ajouter : « Oh Guy ! Ne fais pas. Viens assumer tes actes au pays. » Reste maintenant attendue la prestation de serment pour voir, de façon solennelle, comment le candidat élu usera de « la force de l'expérience » pour narguer « dieu » devant les hommes.



Après la proclamation des résultats

Le plaidoyer de Joshua Osih

Candidat malheureux à l'élection présidentielle du 07 octobre dernier, il souhaite que le président élu place l'intérêt général au centre de son mandat.

 Par Jean-Christophe Ongagna

Dans une déclaration rendue publique suite à la proclamation des résultats du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier, le candidat du Social Democratic Front (SDF), prend acte des décisions rendues hier 22 octobre par le Conseil constitutionnel, et appelle le président élu à avoir une oreille attentive sur les sujets qui préoccupent le peuple. « [...] Monsieur le président de la République, je vous prie d'écouter le peuple qui a besoin de paix et de réconciliation, de travail et surtout de retrouver la patrie », suggère-t-il à Paul Biya.

Toujours à l'attention du « champion » du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), il souligne qu'il reste persuadé que « l'immense chantier de la construction d'une nation unie dans sa diversité, forte dans son identité, prospère et solidaire devrait, [...] être [votre] priorité » ; l'élection présidentielle ayant démontré « la fragilité d'une nation bâtie par décret dans laquelle de faux, mais très dangereux replis identitaires sont trop souvent utilisés ». Ce postulat posé, « les sentiments partisans doivent laisser place au patriotisme ».

Ce chantier de déconstruction est similaire à celui de la lutte démocratique mené par « le parti de la balance » depuis 1990, et pour lequel Joshua Osih tend la main à Paul Biya. « Je vous invite [...] à nous rejoindre sur le vaste chantier de la construction de la démocratie camerounaise [...]. Ce chantier est intemporel et non partisan, il est fondamentalement nécessaire et nécessite aussi et surtout une révolution de nos mentalités et une approche plus inclusive ».

Joshua Osih qui félicite également les autres candidats en lice à cette « extraordinaire élection » et remercie ses soutiens et ne cache pas sa déception. Laquelle, d'après lui,



Joshua Osih. Optimiste pour la suite.

doit être surmontée par l'amour pour la patrie. « [...] la bataille qui s'achève [...] et qui se solde par une défaite de mon parti et pour moi-même personnellement, je la place sous le signe d'une profonde remise en question et l'espoir en des victoires éclatantes à des batailles encore plus importantes à venir [...] la défaite tout comme la victoire aide à façonner l'âme et à laisser éclore la gloire », soutient-il.

En rappel, celui qui est déterminé à trouver une issue à la crise anglophone du fait de « l'indifférence et de la condescendance » qu'elle suscite chez certains, et qui pense que le Cameroun est au-dessus des batailles et intérêts politiques, est classé 4e de l'élection présidentielle avec 03,35%. Un score jamais enregistré par le SDF dans le cadre de cette compétition électorale.

Législatives et municipales 2019

Le Purs peaufine sa stratégie

Le premier secrétaire, Serge Espoir Matomba, fixe de nouveaux objectifs pour le parti.

 Par Jenner Onana (Stagiaire)

Le Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), est résolument tourné vers l'avenir. « Il est temps de changer la configuration politique du Cameroun. 2018 est derrière nous, mettons le cap sur 2025, avec escale en 2019 lors des législatives et municipales », peut-on lire dans un communiqué signé hier 23 octobre, par le candidat de cette formation politique. Serge Espoir Matomba fixe ainsi de nouveaux objectifs pour le parti. Il remercie par ailleurs le peuple camerounais, pour avoir porté un regard attentif à sa candidature, lors du scrutin du 07 octobre dernier. Bien que déclare-t-il, « les données publiées par le Conseil constitutionnel ne reflètent pas le travail de 10 années (abattu par le parti, Ndlr) ; mais quelles que soient leurs origines, elles nous interpellent et nous invitent à nous interroger comme acteurs



Serge Espoir Matomba. La déculottée de la présidentielle désormais oubliée.

SDF

Dans un communiqué signé hier 22 octobre du secrétaire général du Social Democratic Front (SDF), Jean Tsomelou, le parti de Ni John Fru Ndi, informe ses militants de la tenue du Comité exécutif national le samedi, 03 novembre prochain à Yaoundé. La réunion qui sera présidée par le chairman du « parti de la balance », débutera à 09h. Élargie aux membres du Shadow, de la cellule des conseillers, maires, députés et sénateurs ; ladite réunion portera entre autres, sur l'évaluation de la participation de cette formation politique à l'élection présidentielle du 07 octobre dernier, et au réaménagement du parti pour les futures échéances.

politiques et comme peuple ».

Pour cette raison, le premier secrétaire du Purs « invite les Camerounais à s'inscrire massivement sur les listes électorales dès le 02 janvier 2019 » car, pense-t-il, « le temps est venu de prendre d'assaut les postes électifs ». En toutes circonstances, « le plus important aujourd'hui (pour le parti, Ndlr) reste l'ensemble des satisfactions que nous avons de l'ouvrage accompli sur le terrain », reconnaît-il. Depuis 2008, relève Serge Espoir Matomba, « nous nous sommes engagés sur le chemin de l'éveil des consciences des Camerounais, afin qu'ils sachent que le destin du Cameroun est entre leurs mains ». Avec les échéances à venir, c'est à n'en point douter, une nouvelle ère qui s'ouvre pour le parti.



Mgr Samuel Kleda

On doit revoir le Code électoral dans l'intérêt des Camerounais

L'archevêque de Douala analyse le processus ayant conduit à l'élection du nouveau président de la République au Cameroun au cours d'une rencontre avec la presse, hier mardi dans la capitale économique.



Par Renaud Inang

Etes-vous satisfait du déroulement de l'élection présidentielle dont les résultats ont été proclamés lundi dernier par le Conseil constitutionnel ?

Il ne s'agit pas d'être satisfait ou pas. Cette élection m'a amené à me faire une interrogation : est-ce qu'il est nécessaire dans certains pays africains, d'organiser des élections, en particulier dans les pays d'Afrique centrale ? On a l'impression qu'avant d'aller aux élections, on connaît déjà les résultats. Dans notre lettre, nous avons dit que les Camerounais ne soient pas résignés en se disant que tous les jeux sont faits, qu'il est inutile d'aller aux élections. Nous les avons plutôt encouragés. Mais au fond, ce qu'il s'est passé leur donne raison quelque part. Que rien n'a bougé. Tout a été fait de la même manière et on a l'impression que les choses vont continuer comme elles se présentent aujourd'hui. L'élection donne l'occasion à un peuple de s'exprimer et de faire des choix concernant la gestion de son propre pays. L'électeur voudrait que quelque-chose change sur sa situation et il choisit un dirigeant qui pourra le faire. Si je prends l'Extrême-Nord, le Rdpc a eu 89%. Cela me fait beaucoup réfléchir dans ce sens que cette région est aujourd'hui la moins développée au Cameroun. Dire que ces gens qui souffrent presque chaque année pendant la période de soudure, cette région qui vit la pauvreté partout, quand on voit que ces gens ont voté à 89%, ça me pose sérieusement un problème. On dirait qu'il y a beaucoup d'analphabètes, des gens qui ne sont pas capables par eux-mêmes d'analyser et qu'on profite de cette situation. Je regarde encore la zone anglophone où les résultats du parti au pouvoir sont très élevés. Alors, quand il s'agit des élections, au moment où on n'a pas pu battre campagne là-bas, d'où viennent tous ces pourcentages du parti au pouvoir ? Ce sont les questions que je me pose concernant cette élection et que tout Camerounais devrait le faire. Ça veut dire que tous les problèmes que nous cherchions à résoudre avant les élections, seront là et ne trouveront pas de solutions, étant donné que tout va continuer normalement. Ce sont les questions que je me pose en tant qu'évêque, en tant que président de la Conférence épiscopale.

Que pensez-vous de l'auto-proclamation du candidat Maurice Kamto au lendemain du scrutin

Quand un candidat va aux élections c'est pour gagner. Nous avons suivi la déclaration de Maurice Kamto. Il n'est pas satisfait des résultats de cette élection. Il a dit être prêt à utiliser les moyens de droit pour revendiquer la victoire. Si justement il a des preuves affirmant qu'il est le vainqueur, on doit l'écouter pour qu'il présente ses arguments. Peut-être qu'on doit arriver à lui prouver qu'il n'a pas gagné. Mais il a le droit, tout comme Cabral Libii qui a déclaré officiellement la victoire de l'opposition. Ce n'est pas la violence qui doit être préconisée, mais les arguments sur le plan légal.



Nous sommes dans un pays de loi. Je crois que même la requête de Joshua Osih présentée par ses avocats au sujet de la crise anglophone a des arguments solides. Le président doit être élu par tous les Camerounais, même si c'est deux régions sur dix, ils doivent aussi être écoutés. Mais je ne crois pas que cela ait été le cas. L'Eglise demande qu'une élection soit transparente, libre, et ce sont les citoyens qui choisissent. Ils sont capables d'élire quelqu'un et de le démettre quand il ne répond plus à leurs aspirations. Si quelqu'un est élu de manière transparente, c'est à partir de ce moment qu'on dit que Dieu lui a donné le pouvoir.

Le Code électoral actuel fait l'objet de remous au sein de la classe politique. Qu'en pensez-vous ?

Le Code électoral doit avoir le consensus de tous les candidats, de tous les Camerounais. Effectivement, même au niveau de la Conférence épiscopale, des évêques avaient fait des propositions pour changer le Code électoral. Il est temps, dans l'intérêt des Camerounais, de revoir le Code électoral, même s'il faut le faire à une date lointaine. Mais réviser un Code électoral ne prend pas mille ans. Ça peut se faire en quelque temps. Le but est que tous ceux qui vont aux élections aient la même chance de gagner. Je suggérerais que ce Code soit révisé avant les deux élections municipales et législatives que nous attendons. Et je crois qu'on saura maintenant qui perd et qui gagne. Après ces élections municipales et législatives, la décentralisation sera mise véritablement en place pour que les régions se développent. Quand nous avons des gens d'une région qui ont faim, c'est tout le pays qui souffre. Nous sommes dans un même pays et nous devons faire que tous les Camerounais soient heureux où ils sont. Tous les Camerou-

nais ne peuvent pas venir à Douala ou à Yaoundé pour profiter des richesses de ce pays. Le politique aujourd'hui doit se demander pourquoi il y a des mécontentements, et chercher à les résoudre.

Quelles actions ou propositions avez-vous faites à ce jour pour la résolution de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ?

Nous avons demandé aux fidèles de prier pour la paix. Aux différents acteurs, que ce soit du gouvernement que de la partie anglophone, nous les avons invités à se mettre autour d'une même table pour discuter, se mettre d'accord, parce que nous formons un seul pays. S'il y a un problème, nous pouvons le résoudre. Mais il se trouve aujourd'hui qu'il y a des gens en prison, en exil dans d'autres pays. J'espère qu'après cette élection, nous serons davantage entendus. Nous continuerons à plaider pour qu'il y ait le plus vite possible un dialogue. L'instauration d'un dialogue inclusif qui appelle tout le monde pour construire notre pays. Il est temps qu'on s'essaye autour d'une même table pour mettre fin à cette crise, parce que tout ce qui est conflit retarde le développement d'un pays. Avant la crise, il y avait beaucoup de conteneurs qui accostaient ici au port et prenaient la direction de la zone anglophone. Depuis que la crise a éclaté, ce n'est plus possible. Ce qui veut dire que le développement de ces deux régions s'est arrêté, et c'est un retard. A côté de cela, il y a l'éducation de nos enfants. Ça fait beaucoup souffrir. Quand les enfants d'une partie de notre pays ne vont pas à l'école, ça crée des problèmes d'injustice, et ça risque de créer d'autres problèmes dans le futur. Voilà pourquoi il est urgent qu'après les élections, on trouve le plus vite possible des solutions à cette crise.

Financement

Un emprunt obligataire pour les chantiers de la Can 2019

Sur une enveloppe de 150 milliards Fcfa, les infrastructures vont englober à elles seules 107 milliards Fcfa.

 Par Lucien Bodo

Pour le Cameroun, tous les moyens sont bons pour tenir son pari, celui de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (Can), prévue en juin 2019. Le 19 octobre dernier, le pays a procédé à l'émission d'un nouvel emprunt obligataire d'un montant de 150 milliards Fcfa, apprend-on officiellement. Une somme à mobiliser à la bourse des valeurs mobilières de Douala qui servira à finaliser une quarantaine de projets en cours d'exécution dans les dix régions du pays. Cet autre emprunt obligataire dénommé « *ECMR 5,6% net 2018-2023* », sera souscrit sur la période allant du 29 octobre au 09 novembre 2018. Les financements mobilisés permettront de réaliser ou de finaliser une quarantaine de projets d'infrastructures en cours dans les 10 régions du pays. Cette levée de fonds initiée par l'Etat camerounais sera arrangée par un consortium bancaire formé par la filiale camerounaise de la Société générale, d'Afriland First Bank et d'EDC Investment Corporation, la branche du groupe panafricain Ecobank dédiée à l'investissement.

L'on apprend de la note d'information qui présente l'opération que les infrastructures de la Can 2019 vont englober 107 milliards Fcfa de l'enveloppe globale évoquée plus haut. Ce qui représente 70% des financements attendus des souscripteurs. Dans le détail, 36 milliards Fcfa seront affectés au financement de la finalisation des travaux du complexe sportif d'Olembe à Yaoundé, de ses stades annexes et de ses voies d'accès. Le complexe de Japoma à Douala bénéficiera quant à lui de 26 milliards Fcfa,



Vue partielle du stade de Japoma et de l'un de ses stades annexes.

somme qui servira au parachèvement de l'érection de ses annexes et à la construction des voies d'accès. Le stade de la Réunification recevra également une dotation de 8 milliards Fcfa pour les travaux de réhabilitation en cours de réalisation.

20 milliards Fcfa seront par ailleurs investis à Garoua, seule ville du septentrion qui devrait abriter les matchs de la compétition. Dans cette enveloppe, 8 milliards Fcfa serviront pour la réhabilitation du stade Roumde Adjia, tandis que 12 milliards Fcfa seront affectés à la réhabilitation de quatre stades d'entraînement. Pour le reste, la région de l'Ouest bénéficiera de 17 milliards Fcfa. Le stade de Koué-kong étant déjà opérationnel, ces fonds seront affectés à la construction d'un stade annexe et à la réhabilitation de

quatre stades d'entraînement à Mbouda, Bafoussam et Bandjoun.

Au plan sportif, l'incertitude n'est pas encore totalement levée sur l'organisation ou non de la Coupe d'Afrique des nations par le Cameroun, malgré les assurances d'Ahmad Ahmad en début du mois d'octobre au sortir d'une audience au Palais de l'unité à lui accordée par le président Paul Biya. Le pays a en effet déjà accusé un certain retard dans la construction des infrastructures devant servir durant la compétition. Le gouvernement rassure néanmoins que tout sera prêt d'ici décembre 2018. Après trois visites d'inspection dédiées aux infrastructures, une mission mixte Fifa-Caf est prévue à la fin du mois d'octobre pour évaluer les aspects liés à la sécurité.

Produits de grande consommation

La disponibilité en question à Douala

A l'approche des fêtes de fin d'année, le ministre du Commerce a parcouru quelques unités de production pour s'assurer de la couverture de la demande.

 Par Michel Ferdinand

Les équipements modernes de la minoterie dénommée « *Olam Grains* » bâtie au quartier Bekoko à Douala, déversent leurs produits finis à un rythme continu, éloignant l'idée d'une éventuelle rupture de denrées sur le marché. Dans l'intervalle, le son de blé réservé à l'alimentation pour bétail ne finit pas. Le ministre du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbarga Atangana, a ainsi pu se faire une idée de l'important volume de production de cette unité industrielle, au cours d'une visite effectuée le 16 octobre dernier, à l'effet d'apprécier la capacité de quelques opérateurs économiques à couvrir la demande des consommateurs à la veille des fêtes de fin d'année ; période parfois marquée par des pénuries fictives pour favoriser l'inflation.

Le bilan de cette tournée contredit une rumeur répandue ces derniers temps, tendant à semer la panique dans le milieu des consommateurs. « *Nous avons la particularité de pouvoir écraser par jour 500 tonnes de blé. Comme production journalière, nous sommes à 400 tonnes de farine. Au-*



Le Mincommerce en visite dans une entreprise à Douala.

aujourd'hui, nous avons en stock la capacité de blé pour tenir plus de deux mois », indique le directeur général d'Olam Grains, Veeresh Mallikarjun Hiremath. Ce périple conduit ensuite le Mincommerce dans des centres d'entreposage d'huile raffinée, du riz et du savon. Il y a aussi l'exportateur de produits halieutiques, Congelcam S.A, dont les cham-

bres froides sont pleines. « *Nous avons toute la logistique nécessaire pour faire face à la surchauffe de la demande des produits de grande consommation en cette période. C'est une période où la demande est exponentielle. Les prix ne vont connaître aucune hausse, parce que le gouvernement a facilité la fluidité de nos opérations à l'international* », témoigne le secrétaire général de Congelcam S.A, M. Sah. Au quartier Yassa, l'entreprise « *Africa Food Manufacture S.A* », spécialisée en production de pâtes alimentaires avec sa marque Broli, tourne sans arrêt. « *La capacité de production de notre usine permet de couvrir les besoins du marché* », explique le président directeur général de Broli, M. Helle.

Tout indique que les denrées de grande consommation sont disponibles en quantité et en qualité. « *Rarement j'ai vu une telle disponibilité des produits, toutes les gammes confondues. Après ce que nous avons vu, le sentiment est à l'extase* », apprécie Luc Magloire Mbarga Atangana. D'ici les fêtes de Noël et de nouvel an, il sera loisible de constater si oui ou non le Mincommerce s'est trompé.

Série

Maladies au scanner

30- La poliomyélite

Dr Fadil Raouph Donkou

La complication la plus redoutable c'est la mort

Médecin en service au Centre médical privé islamique à Yaoundé, il conseille entre autres d'observer les règles d'hygiène, comme mode de prévention.



Par Guy Martial Tchinda

La communauté internationale commémore ce 24 octobre la journée dédiée à la lutte contre la poliomyélite. À quoi renvoie cette maladie ?

La poliomyélite est une inflammation de la substance grise de la moelle épinière. Il s'agit d'une maladie infectieuse causée par un virus appelé poliovirus sauvage.

Qu'est-ce qui favorise la croissance de ce virus dans un environnement ?

Il convient de préciser que le poliovirus est hautement contagieux et peut causer des épidémies et des pandémies. Il fait partie des antérovirus. Le virus de la Polio est très résistant dans ce sens qu'il peut vivre pendant des mois voire des années. Néanmoins, il y a des éléments qui le détruisent rapidement. Notamment, la chaleur, les rayons ultraviolets, l'eau de javel, le chlore. La poliomyélite est une maladie du péri fécal c'est-à-dire causée par un défaut d'hygiène. Une personne contaminée qui fait des selles dans des cours d'eau, ou à l'air libre est susceptible de contaminer d'autres personnes.

Quels sont les symptômes de la maladie ?

La poliomyélite est asymptomatique. On peut contracter le virus sans toutefois faire la maladie. Seulement 10% des cas qui font la maladie expriment des signes au cours des différentes phases selon l'évolution de l'affection. La phase d'incubation qui peut durer jusqu'à 14 semaines est généralement silencieuse. Dans la phase d'état, on aura un syndrome grippal, le patient peut se plaindre des céphalées ou des courbatures ; on peut également avoir des symptômes de la méningite. Le patient peut aussi se plaindre des douleurs lombaires, des douleurs au niveau du dos qui irradient les membres inférieurs. Il peut manifester en même temps des douleurs abdominales, des vomissements... C'est cet ensemble des signes cliniques qui constituent les symptômes communs de la poliomyélite.

Plus tard viendra la phase des séquelles avec l'atteinte neurologique qui se traduit entre autres par l'installation des paralysies. Ces paralysies surviennent généralement de manière brutale. Au réveil, le patient peut perdre la motricité d'un membre. Celui-ci va s'affaiblir, s'atrophier et peut ne pas être fonctionnel. Chez l'enfant, on va observer une inégalité dans la croissance de ses membres. 1% de patients développent la forme paralytique.

En dehors de la paralysie, quelles sont les autres complications de cette maladie ?

L'une des complications les plus redoutables de la poliomyélite c'est la mortalité. Cette complication concerne environ 5 à 10% des personnes qui font la maladie. Le muscle respiratoire du patient, à un stade évolué de la maladie, peut également se paralyser, ce qui entraînera des difficultés respiratoires et à la longue, une assistance respira-



toire artificielle peut être nécessaire. Si celle-ci n'est pas efficace, la mort survient inévitablement.

Étant donné que la maladie est asymptomatique, qu'est ce qui guide le diagnostic ?

Le diagnostic est de trois ordres. Il y a le diagnostic anamnestique qui correspond à l'interrogatoire du patient. Il s'agit d'interroger le parent pour savoir si l'enfant a été correctement vacciné. Il y a ensuite le paramètre clinique qui s'intéresse beaucoup plus aux symptômes que présente le patient. Enfin, on procédera à des examens. À ce niveau, on prélève le liquide céphalo-rachidien dont l'analyse va préciser quelle est la nature de l'inflammation.

On peut également faire un hémogramme pour voir s'il y a une baisse des globules blancs. Un autre examen qui peut être fait c'est la Polymérisation réaction (PCR) pour identifier la présence ou non du virus de la polio. On peut aussi faire des prélèvements des selles d'un enfant suspect de poliomyélite qui seront acheminées dans des laboratoires de référence tels que le Centre Pasteur ou l'Hygiène mobile. Cet autre examen permet de se rassurer de la présence ou non du polio virus sauvage

Parlez-nous du traitement. Comment se passe-t-il ?

Si la maladie est encore au début c'est-à-dire à la phase d'incubation, on traite selon la manière dont les symptômes se présentent. Si nous sommes déjà en phase des complications, la prise en charge est multisectorielle. En plus du traitement symptomatique, on va associer le trai-

tement d'appareillage, le soutien psychosocial, et la prise en charge des personnes qui l'entourent.

Quel est le taux de réussite de ce traitement ?

Lorsque la prise en charge est faite à temps, il y a des chances de guérison totale et même de récupération des séquelles en moins d'un mois. Toutefois, si elle est tardive, cela peut prendre du temps (six mois à deux ans, voire plus).

Quel est le coût de cette prise en charge ?

On ne peut pas faire une estimation exacte du coût car le coût dépend de l'état du malade. Mais, dans certains cas, le traitement est coûteux car il nécessite plusieurs interventions. Il faut le traitement symptomatique, l'appareillage pour des formes compliquées, des séances de kinésithérapie, des séances de réanimation des muscles, des orthèses. Il faut également l'intervention de l'orthopédiste.

Quelle est l'ampleur de la maladie au Cameroun ?

En 2013, on a enregistré 7 cas au Cameroun. Et depuis plus de quatre ans, il n'y en a plus eu. La population la plus vulnérable est constituée des enfants de moins de cinq ans et des adolescents après la puberté. Ces derniers sont à risque de développer les séquelles motrices et des paralysies.

La stratégie mise en place par le ministère de la

Santé publique permet que ces enfants soient efficacement vaccinés. Cette stratégie mise en œuvre sous le signe de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (Imep) se décline en quatre axes à savoir : le Programme élargi de vaccination (Pev). Avant le premier anniversaire d'un enfant, il reçoit quatre doses de vaccin par voie orale ou par voie injectable. Il y a également des Journées nationales de vaccination au cours desquelles l'on administre des doses supplémentaires de vaccin aux enfants de moins de cinq ans. L'autre axe consiste en une surveillance du poliovirus sauvage chez les enfants de moins de 15 ans. Le dernier axe c'est la riposte : si un foyer précis de virus de polio est découvert, on procède à une opération de ratisage.

Comment peut-on prévenir la poliomyélite ?

Les moyens de préventions sont nombreux. Il s'agit notamment, de la vaccination, la déclaration obligatoire des cas. Il convient aussi de ne pas faire des selles n'importe où, de se laver les mains au sortir des toilettes et avant les repas, bref, respecter les mesures d'hygiène. Au cas où un enfant atteint fait des selles à l'air libre, il faut désinfecter cet endroit avec de l'eau de javel ; de plus, il est conseillé d'isoler le patient.

L'isoler n'est-il pas stigmatisant ?

Il est possible qu'il soit stigmatisé mais on gagne beaucoup plus à l'isoler que de le laisser dans la nature car, il y a risque qu'il contamine d'autres personnes.

Dépigmentation

Quand la peau vire du noir au blanc

La pratique entretenue notamment par la gent féminine est de plus en plus à la mode.

 Par Grâce kabadiang (stagiaire)

Définie par des dermatologues comme : La dépigmentation «l'atteinte à l'épiderme de la peau par tout produit nocif permettant de retirer les pigments pour avoir une peau plus claire», la dépigmentation prend des proportions. « Au marché de Bonamoussadi à Douala 5e, la vente et la composition des produits de décapage de la peau ont de la cote. Les parfumeries de cette espace marchand connaissent une affluence de clients, les femmes en majorité, qui viennent se ravitailler. «Il faut me trouver un bon produit, parce que celui que j'utilise n'a pas d'effets. Je veux un produit éclaircissant et moins cher», précise une cliente, la trentaine bien entamée, qui souhaite visiblement améliorer son teint clair.

Dans un autre espace marchand, des produits de beauté s'écoulent comme de petits pains. Laurentine M. par exemple en est une fidèle. «Par mois, j'utilise plusieurs produits parce que je veux celui qui m'éclaircit», déclare la cliente. «Chaque fois que j'entends qu'un produit est nouvellement arrivé sur le marché, je me le procure», ajoute-t-elle. Le décapage court les rues de la capitale économique. Les motivations quant à elles sont diverses. Plusieurs femmes disent être simplement attirées par le désir de teint. «Je me décape d'abord pour le plaisir. J'ai toujours apprécié le teint clair. J'ai donc pris la résolution de changer le mien», explique Laurentine. «Certaines femmes le font pour plaire à leurs époux, pour attirer les regards parce que disent-elles, c'est le teint de l'heure », pense une autre consommatrice des produits décapants. Dans les parfumeries, les débats entre les «dermatologues» d'un



Une vendeuse de produits de beauté décapants.

autre genre et «mannequins de l'heure», sont houleux au sujet du prix des produits. A en croire les vendeurs, la composition des produits est ce qui paie plus ces derniers temps dans les parfumeries. « Je fais la composition des produits et le prix varie entre 10.000Fcf et 45.000 Fcfa. Pour un début, tu peux prendre pour 10.000 Fcfa. Au fur et à mesure, tu pourras prendre en fonction de tes moyens financiers », conseille une vendeuse à sa cliente.

Entretemps, certains hommes n'apprécient pas toujours le décapage, au regard des risques auxquels s'exposent celles qui le pratiquent. «Quand on approche des filles qui se décapent, elles dégagent une odeur peu agréable. De plus, elles ne résistent pas au soleil», pense homme rencontré au marché de Bonabéri. «Le teint noir reste le meilleur», conclut-il.

Dr Christian Ngan

Elle provoque l'insuffisance rénale et le cancer de la peau

Le dermatologue évoque les risques de la dépigmentation.

 Par Grâce Kabadiang (Stagiaire)

Que pensez-vous de l'ampleur que prend la dépigmentation au Cameroun ?

La dépigmentation ne date pas d'aujourd'hui ; elle est même devenue, au bout du compte, culturel et même normal dans certains pays. Elle comporte cependant, de nombreux risques sur la peau.

De quels risques parlez-vous ?

De nombreuses maladies sont contractées après usage de ces produits sur la peau. Elles sont entre autres, l'insuffisance rénale et le cancer de la peau. La dépigmentation peut également causer le cancer du foie. Parce que quand on applique ce genre de produits sur la peau, ils peuvent pénétrer dans le sang et entraîner des désorganisations hormonales. Également, en cas de blessure, elle peut ne pas cicatriser. Cela peut également entraîner des maladies de la peau.

Est-il possible pour une personne, une fois la peau dépigmentée, de retrouver son épiderme normal ?

La peau dépigmentée peut redevenir normale. Toutefois, cela dépend du nombre d'années d'utilisation et du type de produits. Par exemple, si une femme qui a utilisé ces produits pendant quelques mois veut arrêter, il suffira



qu'elle traite sa peau et celle-ci retrouve son teint d'origine. Par contre, si une femme a utilisé ces pro-

duits pendant cinq ou 10 ans, il lui sera difficile de retrouver une peau normale, parce que les conséquences sont très avancées. Le seul bon moyen est d'atténuer les effets sur sa peau. Par ailleurs, si cette dernière a eu à contracter un cancer de la peau au bout de 10 ans, il lui sera difficile de retrouver son teint original. C'est pour cela qu'il est conseillé d'utiliser des produits adaptés à chaque type de peau.

Lorsqu'une personne se dépigmente est-il possible qu'elle subisse une intervention chirurgicale sans grand risque ?

Cela dépend du niveau où la dépigmentation se situe. Il peut avoir certaines conséquences. C'est-à-dire, lorsqu'on a été habitué à se dépigmenter, la peau devient fragile. Car on a enlevé une partie de l'épiderme qui sert de protection à la peau. Quand on détruit cette protection, elle affaiblie progressivement la peau et celle-ci devient beaucoup plus élastique, moins dure, non protégée et toute fine. Mais, l'intervention chirurgicale est risquée

pour un individu ayant la peau délicate et pâle.

Boy Tag

Un talent singulier

Dans ses textes, le jeune rappeur albinos allie « camfranglais », « pidgin » et langues nationales.



Par Vanessa Bassale

Plusieurs l'ont découvert dans le cover de « Mignon-cité », le titre de Guy Watson sorti en 2010. Si Boy Tag a conservé le message, il a apporté un coup de neuf à cette chanson. En effet, sa reprise qui est disponible sur les plateformes de téléchargement est un judicieux mélange de rap et de rythmes traditionnels. Pour réussir à allier à la perfection des rythmes que tout oppose, il faut avoir du talent. Et du talent, ce ressortissant de la région du Sud-Ouest en a. Ce qui explique pourquoi juste quelques mois après son apparition sur la scène musicale, il signe avec Steven's Music Entertainment, le label auquel appartient Daphné.

Celui qui se présente comme un perfectionniste, sait que l'on n'est jamais mieux servi que par soi-même. C'est pour cela qu'il écrit, enregistre et arrange lui-même ses chansons. La sortie d'un titre est précédée de plusieurs longs mois de travail, apprend-on de ce fan d'Eminem. Des mois au cours desquels, Boy Tag sait pouvoir compter sur des aînés comme André Marie Tala avec qui il a repris la célèbre chanson « Benskin » sorti il y a plus de 20 ans. Une reprise plutôt réussie qui prouve à suffire que les succès



d'hier peuvent encore faire les succès d'aujourd'hui. Albinos, le jeune homme de 26 ans attire l'attention dès qu'il entre dans une pièce. Cependant, en s'appuyant sur certains préjugés qui font croire que les personnes albinos sont plus fragiles et moins compétentes que les autres, certains mélomanes pourraient le sous-estimer. Pourtant, son flow et son rythme n'ont rien à envier aux rappeurs de renom comme One Love, Valsero, ou encore Krotal. Cependant, contrairement à ces valeurs sûres du rap camerounais, ses textes peu profonds trahissent son immaturité. Une immaturité qui n'obscurcit guère l'incroyable potentiel de cet ancien étudiant de l'Université de Buea.

Malgré ses études en comptabilité, Boy Tag compte faire carrière dans la musique. Ceci malgré la rude concurrence. Ses singles « Mignon-cité », « Tala », « Sauvagerie » et « Njoka » sortis cette année lui ont déjà permis de se faire un nom et d'attirer des centaines de followers sur les réseaux sociaux. Pas besoin d'être un expert pour conclure que Felganie Tongwa Njopmu de son vrai nom est un artiste sur qui il faut garder un œil.

Concert

Esson en mode séduction

La jeune artiste musicienne a laissé le public sur sa faim lors de sa première scène jeudi dernier à l'Institut français du Cameroun à Douala.



Par Tatiana Ngnombouowo

À la fin de la prestation de l'artiste musicienne Esson jeudi dernier à l'Institut français du Cameroun (Ifc) antenne de Douala, le petit public présent en redemande. « Encore une dernière », réclament certains spectateurs à l'annonce de la clôture de la soirée. Pourtant, à l'entame du concert, c'est une artiste timide, quelque peu renfermée sur elle que le public découvre. Mais au fur et à mesure que s'égrainent les minutes, la jeune artiste sort de sa réserve. La communion avec le public est parfaite. Pendant une heure et trente minutes, la pianiste-bassistesse d'une voix suave et assurée entraîne son public sur un rythme d'afro-jazz. Le public assez expressif se délecte de quelques titres de son répertoire. Notamment, « Natumbe », (je crois), « Kumbè », (laisse-moi te dire que Jésus t'aime), « Merci maman ». L'interprète qu'elle est se dévoile aussi sur quelques reprises. L'Afro-jazz était au rendez-vous. « L'Afro-jazz c'est ce que papa écoutait quand j'étais petite et c'est ce que j'aime faire. Bien sûr, je joue également sur d'autres rythmes », renseigne Edvige Esson Mpah, de son vrai nom.



Esson sur scène.

Ce soir, elle chante en duala et en ewondo principalement. Mais la langue n'est pas un frein. Des cris, youyous et acclamations se font entendre dans le public. Pour cette première scène, l'auteure-compositeur est en accord avec son trio d'instrumentistes. Sa prestation est saluée. « J'ai vu quelqu'un en plein dans son art. Qu'elle continue à travail-

Egypte

L'initiative mérite d'être saluée. L'Égypte veut préserver l'héritage de ses icônes et donc perpétuer leur mémoire. Ceci, en plaçant des identifications sur les bâtiments où certaines œuvres de renom ont été produites. Une manière pour les porteurs de ce projet de consacrer le mérite de ces artistes et de permettre à la jeune génération de les connaître. L'initiative lancée en septembre et qui s'intitule « Livedhere » a déjà permis de placer plus de 200 pancartes.

Récréâtrales

La 4^{ème} et dernière étape du festival de théâtre « Les récréâtrales » démarre demain jeudi et va s'achever le 3 novembre prochain. Pour cette dernière phase du festival ouvert depuis le mois de février dernier, plusieurs programmations théâtrales sont annoncées au cœur de Bougsemenga et des cours familiales à Ouagadougou au Burkina Faso. Cette édition anniversaire (10 ans) a pour thème : « Tresser le courage ».

ler, elle sera bientôt au sommet de son œuvre», se réjouit Géraldin Bitang, l'un des spectateurs. Issue d'une famille de musiciens, Esson s'initie tôt à la musique. Outre son père multi-instrumentiste, la jeune chanteuse fait également ses classes aux côtés des bassistes Aladji Touré et André Manga grâce aux masters class. C'est avec l'ambition de grandir sur le plan professionnel que cette jeune bassiste se lance aujourd'hui. Bon à savoir, elle a remporté en 2005 avec le groupe « Peencou » (petit enfant de couleur) constitué de ses frères, le prix de meilleur espoir africain au festival Massao.

Lions U23

Song s'inspire de Towa

Exceptés les joueurs évoluant à l'étranger, le nouvel entraîneur de l'équipe espoir du Cameroun a presque reconduit la liste de son prédécesseur.



Par Claude Olivier Banaken

Plus que 23 jours et le Cameroun sera face au Tchad au Stade Omnisports Ahmadou Ahidjo de Yaoundé. La rencontre compte pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can) U23 Egypte 2019. Un impératif pour ces joueurs « espoirs » qui étaient jusque-là éparpillés. « Nous sommes donc dans l'urgence », déclarait le sélectionneur Rigobert Song Bahanag, hier mardi 23 octobre au cours de la publication de sa liste des joueurs convoqués en vue du stage préparatoire à cette rencontre.

Ce seront les premiers pas de l'ancien entraîneur des Lions A' depuis qu'il a été porté à la tête de la sélection espoir du Cameroun le 17 octobre dernier en lieu et place de Richard Towa. Le premier regroupement version Song s'ouvre le 25 octobre prochain à Yaoundé. L'ancien capitaine des Lions indomptables pour cette sortie inaugurale s'est appuyé sur les choix de son prédécesseur. Seuls 12 joueurs de la dernière liste de Richard Towa manquent à l'appel. Ceux-ci évoluent dans les championnats étrangers. Ils sont remplacés par des joueurs locaux. « Les professionnels qui jouent à l'étranger viendront après la double confrontation contre le Tchad les 17 et 20 novembre prochains », confie Rigobert Song. Pour le reste, c'est sans changement.

« Magnan » n'a pas eu le temps de silloner les stades du pays pour dresser sa propre liste. « Je me suis rapproché du grand-frère Towa. C'est lui qui m'a orienté », admet celui qui n'opte pas pour une rupture totale du système de l'an-



Quelques membres du nouveau staff technique des U23.

ancien staff. Seulement, pour sa première sortie avec les espoirs, « Rigo » a décidé de faire confiance uniquement aux joueurs du terroir. « Je me suis dit que compte tenu du temps et comme les championnats sont arrêtés, il faut permettre aux joueurs locaux de se retrouver », affirme le champion d'Afrique 2000 et 2002 avant d'ajouter qu'« il nous faut former un groupe qui va nous permettre de jouer et nous donner un résultat le plus tôt possible ». Seulement, il dit avoir « besoin des joueurs qui sont prêts ». Sauf que, sur les 35 joueurs convoqués, seuls 12 (06 d'Eding sport de la Lekie ; 06 de Coton sport de Garoua) sont véritablement en activité en ce moment. Les sociétaires d'Eding Sport préparent la finale de la Coupe du Cameroun. Tandis que ceux de Coton Sport sont en stage de pré-saison.

Liste des 35 joueurs convoqués

- 1-Simon Omossolo (Coton Sport)
- 2-Junior Dande (Apejes)
- 3-Marcelin Bouyane Mbahbi (Eding)
- 4-Sylvain Abogo (Tonnerre)
- 5-Brandon Junior Njoufack (Eding)
- 6-Gerome Ngom (Apejes)
- 7-Foe Dongo (Coton Sport)
- 8-Yves Ekeddi (Avion)
- 9-Christian Bedibileg (Fovu)
- 10-Haddaoui Mekoumi (Union de Douala)
- 11-Nnama Evengue (Union de Douala)
- 12-Yannick Ndoumou (As Fortuna)
- 13-Charles Kalla (Best Star de Limbe)
- 14-Bievenu Mbanga (Colombe de Sangmelima)
- 15-Godefroy Toubé (As Ngangue)
- 16-Nelson Noukeu (Apejes)
- 17-Gantar Vitalis (Apejes)
- 18-Batto Beo (Apejes)
- 19-Serge Mani Koupit (Eding)
- 20-Ramses Pierre Akono (Eding)
- 21-Assomo Ako (Eding)
- 22-Djoko Nteubeu (Fovu)
- 23-Gabriel Kack Kack (As Fortuna)
- 24-Malolo Ekollo (Dragon de Yaoundé)
- 25-Innocent Nah Assana (Coton Sport)
- 26-Francois Kalfabe Moise (Coton Sport)
- 27-Marcel Batai (Coton Sport)
- 28-Marsial Zemba (Coton Sport)
- 29-Serge Mvoue (Azur)
- 30-Stephane Tamba (Tonnerre)
- 31-Bony Elame (Dragon de Yaoundé)
- 32-Tchamba Tchoyi (Union de Douala)
- 33-Linel Abate (As Fortuna)
- 34-Nguene Amel (Renaissance de Ngoumou)
- 35-Ekandjoun Aristide Patrick (Union de Douala)

Masters de sambo 2018

Ndam Vanlier sur le podium

Le seul athlète camerounais à ces championnats du monde au Maroc rentre avec une médaille d'argent.



Par Désiré Domo

Classé 01, admis 01. Pourcentage de réussite 100%. Michel Gérard Ndam Vanlier. Si c'était un examen scolaire, le Cameroun se serait tiré avec 100% de taux de réussite. C'est la moisson qu'il a récoltée aux championnats du monde des masters de sambo dont les lampons se sont éteints le 21 octobre dernier au Complexe sportif Mohamed VI de Casablanca au Maroc. Son unique représentant à ce rendez-vous a décroché une médaille d'argent dans la catégorie des +100 kg « j'ai énormément mouillé le maillot pour ma fédération (Fédération camerounaise de nanbudo, Fecananbudo) et surtout mon pays le Cameroun », reconnaît l'ambassadeur camerounais à Casablanca.

Bien qu'étant à sa première expérience hors du territoire camerounais, Michel Gérard Ndam Vanlier n'a pas frémé devant les 301 athlètes (hormis lui-même) engagés dans cette compétition. Ses adversaires en effet étaient certes des foudres de guerre, mais, il n'y est pas allé en victime résignée. C'était une affaire d'hommes finalement. « Les adversaires que j'ai rencontrés n'étaient pas à négliger. Car, ils pratiquent cette discipline depuis des années et sont fortement connus sur le plan international. C'était la crème du sambo mondial ». A défaut d'offrir à son Cameroun natal un métal en or, le sociétaire de Wise Academy d'Emombo (à Yaoundé) a arraché de



Le médaillé d'argent (à gauche et son encadreur) à Casablanca.

haute lutte l'argent en défiant les Kazan, Ukrainien... Il permet au vert-rouge-jaune de rayonner sur le plan international et particulièrement dans la sphère sambo. Cette belle performance permettra sans doute au sambiste de confirmer sa présence à la prochaine sortie du Cameroun.

Puisque, après ces championnats du monde de masters 2018 de sambo tenus au Maroc, les sambistes camerounais prendront part aux Championnats du monde seniors prévus du 08 au 12 novembre prochains en Roumanie. L'équipe nationale camerounaise de sambo entre d'ailleurs en stage externe dans les prochains jours à l'effet de préparer ce rendez-vous. Mais en attendant cette compétition, les Camerounais peuvent d'abord savourer ce titre de médaillé d'argent. « Cette compétition accueille plus de 300 athlètes à une portée mondiale. Le Cameroun est parmi les grandes nations de sambo dans le monde. C'est ce qu'il a d'ailleurs démontré au cours de ces championnats du monde », reconnaît François Mbassi, président de la Fecananbudo, par ailleurs Secrétaire général de la Confédération africaine de sambo. Le Cameroun a été choisi par la même occasion comme pays hôte des championnats du monde de masters de sambo 2019. C'était au cours de la réunion ordinaire du bureau exécutif de la Fédération internationale de sambo qui s'est tenue en marge de ces championnats.

Can 2019

Un expert en matière sécurité à Yaoundé



Par Désiré Domo

Frédéric Giqueaux est en terre camerounaise depuis le 22 octobre dernier. L'expert des compétitions en matière de sécurité a été reçu en audience hier 23



Bidoung Mkpatt et Frédéric Giqueaux.

octobre par le ministre des Sports et de l'éducation (Minsep). Après cette visite de courtoisie, le patron de Maorigroupe et celui des Sports au Cameroun, Bidoung Mkpatt ont tenu une réunion dans l'après-midi au Palais polyvalent des Sports de Yaoundé (Paposity). C'était en présence des membres du Comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (Cocan) Total 2019. En l'occasion, Bidoung Mkpatt a déclaré que, pour s'assurer que le dispositif de sécurité exigé par l'accord cadre se réalise dans les règles édictées par la Caf, l'Etat du Cameroun a sollicité Frédéric Giqueaux. En fait, c'est une recommandation de l'instance faitière du football africain. Celui-ci va encadrer les responsables des commissions du comité central d'organisation et des comités de sites concernés sur la question de sécurité dans chaque commission du Cocan. Ce sera au cours d'un séminaire d'imprégnation qui s'ouvre ce jour à Yaoundé. L'hôte du Cameroun affirme être venu pour travailler avec le Cocan pour que le Cameroun soit prêt le jour dit en matière de sécurité dans les stades, les aéroports, les hôtels et d'autres lieux névralgiques.



Quand il y en a pour un, il y en a pour tous



+ 30 Go
5Go X 6 mois
Valide 7 jours

~~59 900F CFA TTC~~

29 900F CFA TTC

Jusqu'au **31 décembre** obtenez votre **Flybox Pro** à un tarif avantageux et connectez jusqu'à 32 personnes au bureau.

Comment recharger ma Flybox ?

Comment je gère la connexion de ma Flybox ?

Par Orange Money	Par mon compte principal	Par l'interface Web
Faites le #150#	Faites le #145*4*5#	Ouvrez votre navigateur
Répondre → 2 : Achetez crédit/internet	Sélectionnez le forfait (la validité) à envoyer	Entrez l'adresse 192.168.1.1 dans la barre de recherche
Répondre → 2 : Forfait internet	Sélectionnez le volume de forfait à envoyer	Je me connecte en tant qu'administrateur*
Répondre → 2 : Rechargez un autre numéro	Entrez le numéro de la Flybox	J'interroge mon crédit en cliquant sur «2»
Répondre → Entrez le numéro de la Flybox	Confirmez	Dans le menu USSD, je clique sur « Solde »
Choisissez le forfait de votre choix		
Entrez le code secret		

Profitez de nos forfaits Internet 4G à partir de 4 000F CFA/mois.

*Mot de passe par défaut : admin

Vous rapprocher
de l'essentiel

